

UNIVERSITÉS: 5 X 20 MILLIONS POUR NE PAS SOMBRER

Publié le 4 juin 2014

Les élections sont derrière nous. Les futures majorités gouvernementales se négocient. Les recteurs des universités francophones du pays en profitent pour rappeler aux futurs dirigeants la grande misère (économique) dans laquelle leurs institutions pataugent.

"Tout le monde s'accorde à dire que l'enseignement supérieur et la recherche sont des éléments majeurs de notre société actuelle", rappelle le Pr Bernard Rentier, recteur de l'Université de Liège et président du CRef, le [Conseil des Recteurs des universités francophones](#) du pays. "Mais afin d'assurer ces missions, les financements ne suivent pas".

Depuis quinze ans au moins, les universités ont vu leurs financements publics chuter de quelque 15%. Une question d'enveloppe fermée et du nombre d'étudiants en hausse constante ([Voir "Daily Science" du 7 avril](#)).

Trois revendications du CRef

Pour remettre les compteurs à zéro, les recteurs lancent un signal clair à l'attention des prochains gouvernements en Belgique, en priorité aux élus de la Fédération Wallonie-Bruxelles. "Sans un refinancement urgent des universités de 100 millions d'euros au cours des cinq prochaines années, nous allons droit dans le mur", disent-ils.

Les grandes missions confiées aux universités par le gouvernement sont étroitement liées et s'alimentent mutuellement. Elles portent sur l'enseignement, la recherche fondamentale et appliquée ainsi que sur les services à la Société. Pour assurer ces missions, les recteurs formulent aujourd'hui [trois demandes précises](#) aux futurs responsables politiques de la FWB.

1. Une augmentation annuelle de leur enveloppe financière de minimum 3% pendant 5 ans, "sans laquelle les universités ne pourront plus remplir leurs missions", préviennent-ils. C'est le fameux rattrapage de 20 millions par an pendant 5 ans.
2. Le respect de leur autonomie. Pas question de se faire dicter de nouvelles règles quant à l'usage qui doit être réservé à ces moyens. Les recteurs ne veulent plus de ces tentatives de directives qui dans le passé visaient à leur imposer de nouvelles règles en la matière.
3. Leur audition par les représentants de la future majorité gouvernementale. Les recteurs désirent pouvoir donner leur point de vue avant que la future déclaration gouvernementale de politique communautaire ne soit arrêtée. Histoire de pouvoir éclairer au mieux les décideurs politiques sur les enjeux cruciaux que représente l'enseignement universitaire pour l'avenir de la FWB.

Ambitieux? "Non, juste réaliste", estime Didier Viviers, le recteur de l'Université Libre de Bruxelles. "Et

c'est aussi une question de respect de l'étudiant. Avec le définancement que nous connaissons depuis des années, certains laboratoires sont dans un état catastrophique voire dangereux", dit-il. "Quand il pleut dans les auditoriums, cela ne va pas", abonde le Pr Rentier.

Sans parler de l'encadrement, lui-même en phase avec la qualité de la recherche menée dans les universités. "Le risque est que demain, nous ne pourrions plus offrir un enseignement de qualité à nos étudiants. Ce qui aura un impact au niveau international", précise le Pr Viviers.

Rationalisation et spécialisation mais attention à l'exode

Ceci n'empêche pas d'envisager une certaine rationalisation entre universités. Par exemple ne plus offrir, dans chaque institution, des filières d'études redondantes qui n'attirent qu'un nombre limité d'étudiants. "Nous pourrions nous organiser pour opérer dans certains domaines une forme de spécialisation des universités", estime le Pr Yves Pouillet, recteur de l'Université de Namur. "Mais cette rationalisation ne nous épargne pas le problème lié au financement", prévient Didier Viviers.

Le Pr Bruno Delvaux, recteur de l'Université de Louvain, pense pour sa part qu'il est important de conserver la multidisciplinarité dans chacune de nos universités. "Regardez ce qui se passe en France", pointe-t-il. On "défusionne" de grands ensembles d'universités, comme à Strasbourg, pour reformer des universités complètes. Si on spécialise trop nos universités, cela pourrait obliger nos étudiants à se former ailleurs".

Clairement, si la FWB veut être à la pointe en matière de société de la connaissance, elle va effectivement devoir prendre le taureau par les cornes dans un avenir très proche.

Quelques chiffres

Le budget de la Fédération Wallonie-Bruxelles est de l'ordre de 9,6 milliards d'euros.

De cette somme, 607 millions sont alloués chaque année aux universités.

Les recteurs réclament un rattrapage de 20 millions par an pendant cinq ans. Cela représente un effort de 0,2% du budget, nous fait remarquer le Pr Rentier.

Et à l'international ?

Les Etats-Unis financent les universités à concurrence de 35 000 euros par étudiant. En Europe, on tombe à 10 000 euros. En FWB, les universités ne peuvent compter que sur une moyenne de 6 000 euros par étudiant.

Note: Cet article a été corrigé le 16 juin. Le budget global de la FWB n'est pas de 17 milliards (projections à 10 ans), mais bien de 9,6 milliards (chiffres 2013).